



31 janvier 2014

Pourquoi les associations citoyennes se mobilisent

Extrait des 20 fiches pour accompagner les débats et la mise en réseau



Thème 2 : L'action des associations en réponse aux enjeux

1. Une nouvelle étape de l'histoire associative
2. Au cœur d'une crise globale, les associations sont indispensables pour construire un monde à finalité humaine
3. L'amorce de la transition écologique
4. Le renforcement du lien social, de la solidarité et du vivre ensemble 5
5. La participation citoyenne et la démocratie
6. Culture, sports, éducation populaire, des contributions essentielles à l'épanouissement de chacun
7. L'émergence d'une économie solidaire

Une nouvelle étape de l'histoire associative

Un rapide survol historique laisse apparaître quatre périodes principales depuis la Révolution française :

- **Une première période**, jusqu'en 1850, avec des initiatives très nombreuses, poursuivant un but tout à la fois économique, solidaire et politique. Les associations se sont multipliées pour pallier l'interdiction des corporations, mettre en place des caisses de secours mutuel. Elles constituent le lieu principal du débat politique.
- **Une deuxième période**, liée à l'émergence de la révolution industrielle, de répression accrue contre les initiatives associatives. Seules certaines associations sont encouragées. **La philanthropie est privilégiée par rapport à la lutte contre les inégalités.** Progressivement, un compromis s'élabore avec notamment le vote des lois sur la coopération, les syndicats, les mutuelles et la loi de 1901.
- **Une troisième période**, correspondant aux trois premiers quarts du XX^e siècle. Les associations participent à la mise en place des libertés, des droits et des services liés à la construction de l'État social. En retour, elles bénéficient des aides de l'État. Des catégories nouvelles d'associations se développent avec l'apparition de droits nouveaux, mais elles sont dépendantes des financements publics qui leur ont permis de se développer.
- **Une quatrième période**, où nous sommes, de régression de l'État social et des politiques publiques, avec un recul progressif des subventions et une remise en cause du rôle confié aux associations sur le plan économique, social, environnemental et culturel. **Il subsiste cependant en France de larges pans de cet État social.** Ce recul se traduit par des difficultés accrues pour beaucoup d'associations, mais parallèlement certains réseaux historiques opèrent un retour aux sources et de nouvelles formes d'associations sont en train d'apparaître.

Les associations abordent aujourd'hui une nouvelle phase de leur histoire. Elles doivent à la fois se battre pour maintenir les solidarités liées à l'État social, qui reste encore largement debout, et développer une autonomie associative en inventant des formes d'organisation nouvelles.

Au cœur d'une crise globale, les associations sont indispensables pour construire un monde à finalité humaine

L'action des associations citoyennes ne se situe pas dans une période de stabilité, mais au cœur d'**une crise globale, à la fois écologique, financière, économique, sociale, culturelle et politique**. Depuis vingt ans, le capitalisme triomphant envahit tous les domaines de la vie. Au niveau économique, la logique de production est subordonnée comme jamais à la logique financière. Au niveau politique, les forces économiques et financières contournent les règles de droit des différents pays et vident les démocraties de leur contenu. Au niveau des mentalités, l'idéologie de la consommation et du chacun pour soi a beaucoup progressé dans les esprits.

Tout indique que la crise est loin d'être terminée, et qu'elle va s'aggraver dans toutes ses composantes : crise écologique et sanitaire, dégradation du lien social, accroissement des inégalités, du chômage et des discriminations, régression de la démocratie et de la participation citoyenne, régression éducative, appauvrissement culturel et régression de l'intelligence collective.

Dans cette situation, les associations ont leur part de responsabilité lorsqu'elles renoncent à jouer leur rôle émancipateur. De tout temps elles ont constitué un levier pour promouvoir les valeurs d'égalité, de liberté et de fraternité et pour faire prendre conscience aux citoyens de leur capacité d'agir, en leur permettant de comprendre le monde et de s'ouvrir.

Notre conviction est que **pour sortir de cette crise multiforme et inventer l'avenir, l'action des associations citoyennes est déterminante**.

Il est essentiel d'explicitier et de faire connaître de quelle manière les associations répondent aux grands enjeux et contribuent au bien commun à travers leurs actions. Nous avons discerné à titre d'illustration cinq contributions essentielles, qui font l'objet des 5 fiches suivantes :

- l'amorce de la transition écologique ;
- le renforcement du lien social, de la solidarité et du vivre ensemble ;
- la participation citoyenne et la démocratie ;
- la culture, les sports, l'éducation populaire, des contributions essentielles à l'épanouissement de chacun ;
- l'émergence d'une économie solidaire.

L'amorce de la transition écologique

Depuis près de quarante ans la vie démocratique et la participation citoyenne ont été fortement portées par la question environnementale. Les citoyens se sont regroupés dans des milliers d'associations pour peser sur les choix publics.

Chacun a conscience aujourd'hui que ce combat prend une nouvelle dimension : **la catastrophe écologique est déjà là**. Aujourd'hui, l'écosystème humain est en danger, tout comme la biodiversité : le réchauffement climatique dépasse les prévisions les plus pessimistes, avec des perspectives d'un accroissement de 4% en 2050 et ses conséquences incalculables. *« Pour diviser par cinq, d'ici 2050, les émissions de gaz à effet de serre, les pays développés devraient réduire dans de fortes proportions les transports automobiles et aériens, le commerce international, l'usage des ressources fossiles, de l'eau et des matières premières, la consommation de viande bovine, de poissons, etc. Mais pour enclencher cette grande bifurcation post-croissance, une forte réduction des inégalités sociales est absolument décisive, dans le monde et dans chaque pays¹ »*. Pour cela, un fort travail d'éducation est nécessaire, dans lequel les associations jouent un rôle déterminant.

L'amorce d'une transition écologique se joue à la fois **au quotidien**, dans une multitude d'actions locales, **et dans une approche globale** associant tous les acteurs d'un territoire autour d'un projet commun en réponse aux enjeux.

Les associations intervenant dans le domaine écologique se caractérisent par un grand **souci de cohérence et d'action à long terme**. Celui-ci se manifeste par une grande qualité de réflexion dans la conception des projets et dans le choix des méthodes pour la réalisation des chantiers. Cette cohérence devient **de plus en plus inaccessible** avec les logiques à court terme adoptées par un certain nombre de collectivités et par l'État. Le système dominant impose avec violence son irresponsabilité.

¹ Jean Gadrey, Adieu à la croissance. 2010 Ed. Alternatives économiques 15 € p 17. On peut voir le résumé sur <http://www.recit.net/?Adieu-a-la-croissance-par-Jean>

Le renforcement du lien social, de la solidarité et du vivre ensemble

Les associations jouent un rôle essentiel dans le renforcement du lien social, de la solidarité et du vivre ensemble. Elles sont aujourd'hui le principal garant sur le terrain du respect des droits fondamentaux et de la lutte contre les discriminations, qui constituent un fondement du contrat social. Celle-ci requiert à la fois un changement des représentations et une transformation des structures.

De multiples associations travaillent pour aider les habitants à reconstruire un pouvoir d'agir, en allant au-delà de la simple résistance, agissent collectivement pour modifier le droit et pour transformer les mentalités et les pratiques. Ce travail de longue haleine est essentiel pour une égalité effective des droits. Il est nécessaire pour que chacun puisse être acteur de sa propre vie quelle que soit sa singularité.

Certaines associations du collectif mènent des actions de développement social éducatif, qui reposent sur des principes de respect absolu de la dignité et de la valeur de chaque personne, le mariage des cultures, à l'opposé des politiques répressives ou régressives qu'on a connues ces dernières années.

Dans le domaine de l'action sociale, beaucoup d'associations sont porteuses d'un projet qui accorde la primauté à des valeurs fondamentales de respect et d'épanouissement de la personne humaine, qu'elles essaient de défendre coûte que coûte malgré les pressions. En effet, les restrictions imposées aux financements publics et les nouvelles méthodes de management public vont totalement à l'encontre des aspirations humanistes affichées. Par exemple, la loi handicap de 2005 représente une avancée considérable sur le plan du principe. Mais la gestion par les coûts imposée par les agences régionales de la santé se traduit pour les associations spécialisées par des difficultés croissantes à réaliser un travail pédagogique, avec les jeunes ou les adultes, et par l'incapacité de mettre en œuvre les dispositions prévues par la loi.

La solidarité porte également une exigence de fraternité. Pour un nombre croissant d'associations, la solidarité est d'abord une responsabilité partagée, comme on parle en droit de caution solidaire. Cette conception renvoie à un regard d'égalité, à la réciprocité, à l'exigence d'égale dignité pour tous, à l'exigence de respect pour tous des droits fondamentaux. On agit solidairement pour que chacun dispose des mêmes droits.

La participation citoyenne et la démocratie

Dès l'origine, les associations ont été les creusets du débat politique sur lequel s'est construite la République. Aujourd'hui encore, les associations constituent pour la plupart **des écoles de citoyenneté irremplaçables**, au service de l'ensemble de la vie politique et sociale. La démocratie ne s'exerce pas seulement au sein des instances représentatives, mais également au sein des regroupements libres de citoyens. La contribution des associations citoyennes est essentielle pour reconstruire la démocratie, par leur vie interne et leur participation au débat public.

En interne, le travail en groupes, l'organisation des débats, la démocratie participative favorisent une ouverture au monde et une prise de conscience des enjeux et de la portée des actions menées par l'association. Cela constitue une école de citoyenneté irremplaçable. En effet, un énorme travail est à faire pour **réapprendre à conjuguer le « je » et le « nous »**. Il faut faire prendre conscience aux responsables associatifs de la dimension éducative de leur action, même si ce n'est pas leur objectif principal.

De nombreuses associations sont amenées à **participer au débat public** au niveau local, national ou international. Les associations contribuent à faire évoluer les opinions et les convictions de l'ensemble de la société. De même que, selon la Constitution, les partis concourent à l'expression des suffrages, **les associations concourent à l'expression des attentes et des propositions des citoyens**.

C'est pourquoi l'exposé des motifs de la loi de décentralisation précise que *« **L'engagement des citoyens constitue l'un des 3 piliers fondamentaux de la République** aux côtés d'un État fort et de collectivités territoriales reconnues. La réforme [...] s'attache à favoriser cet engagement citoyen, ouvrant la voie à une nouvelle conception de l'action publique, plus transparente et plus confiante envers les citoyens »*.

Cependant, la pratique de la participation nécessite **pour les responsables associatifs un travail sur eux-mêmes**, une transformation de leurs modes d'action habituels, l'abandon des mythes patriarcaux dont ils ont été nourris dès l'enfance et qui sont ancrés à l'intérieur d'eux-mêmes, comme le dit Paulo Freire. Cela nécessite aujourd'hui la remise en cause des nouveaux mythes de la « bonne gouvernance », qui pénètrent aussi les associations. Il faut en effet "cesser d'être "au dessus" ou "à l'intérieur" pour « être avec », comme des compagnons, au service des objectifs communs.

Culture, sports, éducation populaire, des contributions essentielles à l'épanouissement de chacun

Par leur action et par leur mode de faire, les associations citoyennes indiquent le chemin d'**une société dans laquelle l'épanouissement des personnes est premier** par rapport à leur statut de consommateurs ou de producteurs. **La culture, l'éducation populaire, le sport et la participation sont les différentes dimensions d'une même démarche d'émancipation.**

Des dizaines de milliers d'**associations culturelles** se sont créées au cours des vingt dernières années. Ce foisonnement va de pair avec le développement des **pratiques amateurs**, qui constituent un véritable indice de développement humain dans une société ou sur un territoire. Les pratiques amateurs en matière de théâtre, de danse, de peinture, de vidéo, d'écriture... permettent de s'exprimer, de créer le beau, de le dire ou de le contempler. La littérature et la lecture sont aussi des dimensions essentielles du développement des personnes et des territoires.

On compte **275 000 associations sportives** en France. Celles-ci jouent un rôle essentiel dans l'équilibre d'une société urbanisée et sédentaire, en donnant aux personnes une conscience corporelle qui éveille à soi, au monde et aux autres dans le plaisir et le bien-être. Cependant, il n'est pas acceptable que quelques sports professionnels reçoivent des soutiens sans commune mesure avec ceux consacrés à la pratique de la majorité de la population. Et de surcroît ces grands clubs, sont souvent des associations !

L'éducation populaire renvoie à une histoire : celle de la conquête des droits de vote et de s'associer librement, puis celle du Front populaire, de la Libération et de l'État social. Mais elle en est venue à désigner une politique de l'État, une catégorie d'associations agréées et une ligne de crédits d'un ministère. Fondamentalement elle désigne une démarche d'émancipation.

Dans cette optique, **toutes les actions associatives ont une dimension d'éducation populaire**, même si ce n'est pas leur objet principal. En effet, l'éducation ne consiste pas à transmettre des connaissances à des gens qui n'en auraient pas, mais à favoriser une émancipation des personnes, permettre à chacun d'agir solidairement, se libérer d'un état de domination pour **retrouver une qualité de sujets libres (et non d'objets)**, à travers « une prise de conscience personnelle et une analyse critique de la réalité et de sa propre situation dans cette réalité ».

L'émergence d'une économie solidaire

Toutes les associations ont un rôle économique, mais leur finalité est très rarement de « vendre régulièrement des biens ou des services sur un marché », encore moins pour faire du profit. Elles peuvent avoir un rôle économique sans être considérées comme des entreprises au sens européen du terme, même si ce sont des employeurs importants.

L'émergence d'une économie solidaire ressort de nombreux exemples d'actions associatives qui préfigurent une autre organisation et d'autre finalité pour l'économie et la société. Cette économie est qualifiée d'économie solidaire pour la distinguer de l'économie sociale banalisée que représente les formes coopératives de la grande distribution, les banques dites mutualistes, etc. qui sauf exception n'ont plus de social que le nom.

Les associations peuvent être le support d'initiatives d'économie solidaire qui jouent **un rôle déterminant dans le développement des territoires**, à la fois comme lieu d'activités et comme source de dynamisme. Par exemple, un certain nombre d'organismes comme les régies de quartier mettent en place une économie coopérative et solidaire.

Les initiatives solidaires permettent également de répondre à des besoins immédiats, avec des personnes en situation de pauvreté. Il en est de même pour certains territoires ruraux, lorsque la dernière boulangerie vient de fermer avec le départ à la retraite du boulanger.

De nombreuses initiatives porteuses de solutions écologiques se développent également en matière d'habitat solidaire (habitat participatif, habitat solidaire, éco-village, éco-quartier, habitat intergénérationnel), de consommation responsable, de santé communautaire, etc. en réponse à la dégradation des modes de vie, à la régression sociale, la crise du logement, aux besoins de repenser les modes de vie et de renforcer le lien social.

Par des solidarités qu'elles développent, des centaines de milliers d'actions constituent l'amorce d'une organisation différente de l'économie et de la société, en tant que précurseurs d'un autre mode d'organisation des échanges. Elles n'ont pas vocation à constituer une série d'îlots au sein d'une économie plurielle, qui serait très majoritairement capitaliste, mais à **devenir un mode général d'organisation des échanges**. Ces expériences indiquent **une autre conception de la richesse**, mesurée par des indicateurs de développement humain ou des indicateurs de bien-être, une autre conception de la monnaie et un autre rapport aux valeurs fondamentales.